

Islam et laïcité : pour y voir plus clair - La position de solidaritéS en Suisse

mardi 3 mai 2016, par [BATOU Jean](#) (Date de rédaction antérieure : 21 avril 2016).

L'article d'Alexis Favre, dans *Le Temps* du 18 avril, qui s'efforce de rendre compte des désaccords portant sur la question religieuse, et plus particulièrement sur l'islam, au sein de la gauche européenne, et plus spécifiquement d'Ensemble à gauche à Genève [coalition au sein de laquelle solidaritéS est la force principale, JB], mérite quelques précisions.

Tout d'abord, le mouvement solidaritéS défend sans réserve la laïcité. Dans la tradition de Jean Jaurès, elle est pour nous synonyme de démocratie : « il n'y a pas égalité des droits si l'attachement de tel ou tel citoyen à telle ou telle croyance, à telle ou telle religion, est pour lui une cause de privilège ou une cause de disgrâce » (*Discours de Castres*, 1904).

Pour autant, nous sommes opposés à faire de la laïcité une arme politique contre les religions et contre les croyants, parce que nous défendons de façon intransigeante la liberté de pensée, d'opinion et de croyance (ou de non croyance). La laïcité ne devrait en aucun cas être érigée en crédo, encore moins en fondamentalisme anti-religieux, sauf à se déjuger !

Loin d'une attitude relativiste ou différentialiste, nous sommes fidèles sur ce point à la Déclaration universelle des droits humains de 1948 : « Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique (...) la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, seul ou en commun, tant en public [je souligne] qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites » (art. 18). Prétendre exclure la religion de la sphère publique est donc une proposition politique liberticide.

Dans le domaine religieux, *l'intégrisme* (un terme revendiqué par les traditionnalistes catholiques du début du 20^e siècle) et le *fondamentalisme* (un terme né plutôt dans la galaxie protestante) sont sans doute l'expression de dérives sectaires ; il en va de même du *wahhabisme* au sein de l'islam. Ces dérives sont toutes porteuses d'un discours anti-démocratique, masculiniste et homophobe, radicalement opposé aux valeurs essentielles de la gauche. Autant de raisons de les combattre sans répis sur le terrain des idées.

Sur le plan politique, des forces puissantes se réclament aujourd'hui de l'orthodoxie religieuse, comme la Nouvelle droite chrétienne aux Etats-Unis qui, depuis les années 1980, a favorisé le glissement conservateur et belliciste du Parti républicain, ou les « Catholiques d'identité », qui ont formé le gros des troupes de « La Manif pour tous » en France. Elles ont leurs homologues au sein de l'islam, que ceux-ci s'inspirent du salafisme saoudien, des Frères Musulmans, ou d'autres mouvements du même type.

Au cours de ces dernières décennies, des organisations terroristes (« djihadistes ») se sont aussi développées sur le terreau du *wahhabisme*, en rupture avec le quiétisme politique traditionnel de la majorité des salafistes ou du programme politique libéral-conservateur de l'islam politique dominant. Leurs méfaits ont récemment jeté l'effroi dans le monde, dans les pays musulmans d'abord, mais aussi en Occident. En 2013, en Tunisie, elles ont abattu froidement deux des principaux leaders de la gauche, avec lesquels solidaritéS entretenait des relations fraternelles :

Chokri Belaïd et Mohamed Brahmi.

Contrairement donc à ce qu'affirment quelques censeurs de mauvaise foi, solidaritéS ne se fait aucune illusion sur le caractère profondément réactionnaire et liberticide de l'islam fondamentaliste. Le wahhabisme est une secte ultra-rétrograde, dont la promotion internationale a bénéficié - et bénéficie - des énormes ressources financières de ses parrains saoudiens, avec la bénédiction des puissances occidentales, la Suisse n'étant pas de reste. De même, l'islam politique de diverses obédiences développe un discours néolibéral-conservateur qui ne recule pas devant l'autoritarisme et la violence pour arriver à ses fins, comme Recep Erdogan en fait la démonstration aujourd'hui en Turquie.

Pour autant, solidaritéS ne confond pas l'islam sectaire et les courants politiques qui se réclament de lui avec les centaines de millions de musulmans qui vivent leur foi et leur spiritualité dans le respect des autres. Disons-le haut et fort : porter le foulard, ne pas manger de porc ou de ne pas boire d'alcool n'a rien à voir avec une profession de foi intégriste. En témoignent les dizaines de milliers de femmes, en partie voilées, qui sont descendues dans les rues de Tunis, le 13 août 2013, pour défendre le Code du statut personnel de 1956, qui établit le principe de l'égalité entre femmes et hommes dans ce pays du Maghreb.

Sur le terrain social, un nombre croissant d'entre nous - croyants ou non, chrétiens, juifs, musulmans ou athées - doivent répondre à la montée des inégalités, de la précarité, voire de la pauvreté et de l'exclusion. Or, c'est en organisant la résistance commune des couches populaires qu'une gauche digne de ce nom mène le combat pour la justice sociale. Dans cette perspective, et aussi parce que cet engagement est à l'image de la société que nous voulons, nous refusons tout compromis avec les racismes qui opposent et divisent, de même qu'avec le soi-disant « conflit de civilisations » qui justifie aujourd'hui leur retour en force.

Durant l'entre-deux-guerres, la droite antisémite traitait les militants communistes, ou simplement de gauche, de judéo-bolcheviks, ou de judéo-maçonniques. Aujourd'hui, il se trouve des croisés de la lutte anti-religieuse pour traiter les antiracistes, qui sonnent l'alerte contre la montée de l'islamophobie, d'islamo-gauchistes. C'est une accusation totalement gratuite et nous ne nous reconnaissons aucunement dans ce sobriquet dérisoire.

Jean Batou

P.-S.

* Tribune publiée dans Le Temps. Jeudi 21 avril 2016 à 15:43. :
<https://www.letemps.ch/opinions/2016/04/21/islam-laicite-y-voir-plus-clair>